

**Revue de presse  
élaborée à partir de revues spécialisées**

**AVRIL 2006**

## **Les nouvelles exigences pour une réappropriation de la gestion de la dette par les collectivités**

Les choix réalisés par les collectivités en terme de gestion de dette évoluent rapidement, sensiblement au même rythme que les marchés financiers. Les stratégies de taux encore opportunes hier ne le sont plus aujourd'hui, des solutions nouvelles apparaissent tentant de s'adapter et d'exploiter les caractéristiques de la courbe des taux. Les analyses qui ont permis de justifier le choix d'un taux fixe, d'un taux variable ou d'une stratégie structurée sont sans cesse à confronter aux évolutions de marché.

La Lettre du Financier Territorial  
01/04/2006

## **Marchés financiers et taux d'intérêt : panique sur les produits de pente**

Le mois de mars a été marqué par deux relèvements de taux

La Lettre du Financier Territorial  
01/04/2006

## **L'action de l'Etat à l'étranger critiquée**

Pour la commission des Finances du Sénat, la loi organique relative aux lois de finances ne produit pas les effets espérés en matière de modernisation et de rationalisation des services de l'État à l'étranger.

La Tribune  
19/04/2006

## **Les rentrées fiscales du secteur public local en nette hausse en 2005**

Les rentrées des collectivités locales au titre de leurs impôts directs ont progressé de 5,8 %. Les dépenses d'investissement sont restées " dynamiques ", selon le Trésor public, qui chiffre leur progression à + 6,3 %.

Les Echos  
25/04/2006

## **Finances publiques : des règles de bonne gestion**

Quelles sont les dépenses qui relèvent de l'intérêt des collectivités locales ? Comment concilier les règles de la gestion publique avec certaines nécessités opérationnelles ? C'est à ces questions que des décisions récentes du Conseil d'État apportent des éléments de réponse.

Les Cahiers Juridiques des Collectivités Territoriales et des Associations  
30/04/2006

## **Malaise des finances locales : l'opération vérité**

Malgré la série de réformes adoptées et engagées dans le domaine des finances locales, celles-ci connaissent une crise sans précédent. Dans une ambiance politique propice à la polémique, un constat s'impose : les charges locales augmentent et la recherche de ressources supplémentaires s'avère problématique.

Collectivités Territoriales Intercommunalité  
30/04/2006

## FISCALITE LOCALE

### **Liste des zones d'emploi éligibles au crédit de taxe professionnelle au titre de 2006**

Arrêté du 7 mars 2006 ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie JO du 28 mars 2006 - NOR : BUDF0620406A

Le Moniteur  
28/04/2006

### **Exonération du paiement de la taxe de séjour**

Les salariés en déplacement professionnel ne sont plus exonérés du paiement de la taxe de séjour.

La Gazette des Communes  
10/04/2006

### **Taxe d'enlèvement des ordures ménagères**

Les bâtiments municipaux sont exonérés de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères dans certaines conditions.

La Gazette des Communes  
17/04/2006

### **TVA : assouplissement des conditions d'exercice du droit à déduction**

Une instruction fiscale tire les conséquences d'un arrêt de la Cour de justice des communautés européennes assouplissant les conditions posées à l'exercice du droit à déduction de la TVA.

Maires de France

01/04/2006

### **Finances locales FCTVA**

Conseil d'Etat, 7 novembre 2005, req. n° 267163

La Gazette des Communes

03/04/2006

### **L'impact de la réforme sera substantiel pour les groupements**

L'AMGVF et le Groupe Caisse d'épargne livrent les premières simulations de l'impact de l'aménagement de la TP

La Gazette des Communes

11/04/2006

### **TVA applicable aux aides versées aux collectivités territoriales et aux filières " matériaux " par les entreprises de traitements des déchets**

La présente instruction précise les règles applicables, en matière de taxe sur la valeur ajoutée, aux soutiens versés aux collectivités territoriales et aux " filières de matériaux " par les organismes ou entreprises agréés dans les conditions prévues par le décret n° 92-377 du 1er avril 1992.

Le Moniteur

14/04/2006

### **TVA et publications municipales : un régime sous conditions**

Quelles sont les conditions pour bénéficier d'une TVA à 5,5 % sur les bulletins municipaux ? Une question qui revient souvent et appelle quelques éclairages.

La Lettre du Cadre Territorial

15/04/2006

## **Gestion comptable, audit, analyses et contrôles financiers**

La nouvelle instruction M14 au 1er janvier 2006 : les innovations comptables  
La Lettre du Financier Territorial  
01/04/2006

## **Les nouvelles règles comptables relatives aux actifs**

Instruction fiscale du 30 décembre 2005, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2005  
Le Moniteur  
07/04/2006

## **Actifs : le casse-tête de la nouvelle réglementation**

La nouvelle réglementation comptable sur les actifs modifie les règles relatives à l'amortissement et introduit la notion de "composant". Elle s'applique pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005.  
Le Moniteur  
07/04/2006

## **La modernisation de la comptabilité publique locale**

La réforme des comptabilités locales est une entreprise fort ancienne. En son dernier état, elle a conduit à une normalisation comptable différenciée selon la taille et le secteur d'intervention des collectivités concernées. Elle pose le problème de la spécificité du budget local par rapport, à la fois, à la comptabilité générale et à la comptabilité budgétaire de l'État, compte tenu, notamment, de l'entrée en vigueur de la LOLF.  
Collectivités Territoriales (Lamy)  
30/04/2006

## **La coordination entre la comptabilité des organes administratifs et la comptabilité des services publics industriels et commerciaux (SPIC)**


La coordination entre la comptabilité des organes administratifs et la comptabilité des services publics industriels et commerciaux a pris deux formes. D'une part, un essai d'harmonisation qui s'est manifesté par le souci de rapprocher des éléments, à l'origine, disparates : c'est la "coordination-harmonisation" qui est actuellement partiellement réalisée. D'autre part, une tentative de relier des comptes autonomes pour les intégrer dans un ensemble unique : c'est la "coordination-liaison" qui est différenciée en fonction des modalités de gestion du SPIC.  
Canard Enchaîné  
30/04/2006

## **Comptabilité générale et comptabilité analytique : enjeux locaux, perspectives nationales**

La réforme organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (LO n° 2001-692, 1<sup>er</sup> août 2001, JO 2 août) est traditionnellement présentée comme ayant des sources d'inspiration diverses, telles le droit européen, la jurisprudence constitutionnelle ou la logique financière des entreprises privées (voir à ce titre, sans être exhaustif, les numéros suivants de la RF fin. publ. : La légitimité de la prise de décision publique RF fin. publ. n° 88, sept. 2004 La formation des textes financiers, RF fin. publ. n° 86, avr. 2004 ; Mettre en œuvre la loi organique relative aux lois de finances, RF fin. publ. n°82, juin 2003 ; Vingt ans de finances locales : enjeux pour l'avenir, RF fin. publ. n° 81, mars 2003 ; La loi organique relative aux lois de finances, RFin. publ. n° 76, nov. 2001).  
Collectivités Territoriales (Lamy)  
30/04/2006

## **Les nouvelles missions des comptables publics locaux**

La traditionnelle ambition tutélaire du pouvoir central, dès le XIV<sup>e</sup>, se caractérise par le lien privilégié unissant le pouvoir central au comptable public. L'acception française du principe de séparation des ordonnateurs et des comptables est, ainsi, marquée par une mise en œuvre fondée sur la nomination des comptables locaux par le ministre des Finances.  
Collectivités Territoriales (Lamy)  
30/04/2006

 **Les finances des collectivités territoriales : un système en voie de profonde transformation**

Il y avait encore des choses à dire sur la réforme des finances locales et elles ont été bien dites. Ce colloque était placé sous le signe du changement : l'autonomie financière locale qui est inscrite dans un cadre constitutionnel précisé et renforcé, la réforme de la fiscalité locale, sujet décevant pour ceux qui attendent ici quelque " grand soir " mais fort riche pour ceux qui analysent le droit positif et la modernisation de la comptabilité publique locale qui se situe dans un mouvement général de rénovation de notre comptabilité publique.

Collectivités Territoriales (Lamy)  
30/04/2006

 **Délais de paiement**

Réponse ministérielle du 11 avril 2006. Ministère du budget et réforme de l'Etat.

Le Moniteur  
28/04/2006

# CONSOLIDATION

### **Des bogues dans la nouvelle "constitution financière" de l'État**

Depuis le début de l'année, le budget de l'État troque le "dépenser plus" contre le "dépenser mieux". Cependant, la mise en œuvre informatique de la réforme connaît quantités de déboires.

La Revue du Trésor

27/04/2006

### **Quand Ouvre-lès-Nancy dématérialise ses fiches de paie**

Après un test de quatre mois, la municipalité traite ses états de paie avec un logiciel libre.

La Gazette des Communes

10/04/2006

### **Absentéisme, comment l'enrayer ?**

Constat inquiétant. Le taux d'absentéisme dans les collectivités territoriales concerne près de 8% des effectifs. Cependant, il faut opérer une distinction entre l'absentéisme "incompressible", (inévitables, comme les congés de maternité ou les périodes de formation, par exemple), et celui "compressible" (congés de maladies, accidents du travail, etc.), qui préoccupe particulièrement les collectivités et sur lequel il est possible d'agir.

La Gazette des Communes  
10/04/2006

### **Le licenciement : quelles garanties pour les agents ?**

Le licenciement dans la fonction publique est possible mais il est fortement encadré. Plusieurs catégories d'agents peuvent être licenciées plus facilement que d'autres. Le contrôle du juge sur le licenciement s'opère sur la forme et sur le fond.

La Lettre du Cadre Territorial  
15/04/2006

### **A Toulon, le compte épargne-temps au coeur des réflexions**

Ce dispositif permet aux agents de capitaliser certains jours de congés plutôt que de les perdre.

La Gazette des Communes  
24/04/2006



# INTERCOMMUNALITE

## **Interco : l'extension du mécanisme de "représentation substitution"**

Par ordonnance en date du 1er février 2006, le juge des référés du tribunal administratif de Toulouse avait suspendu, au titre du référé liberté, l'arrêté de création d'une communauté de communes du département de la Haute-Garonne.

La Lettre du Cadre Territorial  
01/04/2006

## **Finances : Perspectives moroses pour un tiers des intercommunalités**

L'Assemblée des communautés de France vient de réaliser une enquête auprès de plus de 500 groupements de commune. Un tiers d'entre eux vit une équation budgétaire tendue.

La Gazette des Communes  
03/04/2006

## **La cohérence territoriale, un principe essentiel**

La détermination ou la modification du périmètre d'une intercommunalité est lourde d'enjeux pour les communes membres, à la fois en termes de libre administration d'exercice des compétences et de fiscalité. Les contentieux relatifs à ce sujet sont généralement traités dans le cadre de la procédure d'urgence comme le référé-suspension ou le référé-liberté, pour mettre fin le plus rapidement possible aux litiges. Les juges ont parfois des appréciations fluctuantes de la condition d'urgence.

La Gazette des Communes  
10/04/2006

## **L'intercommunalité vit-elle au-dessus de ses moyens ?**

L'intercommunalité est la cible de bien des critiques : on lui reproche pêle-mêle d'être coûteuse, peu démocratique, assise sur des périmètres peu cohérents... Au-delà des attaques faciles, peut-on pour autant dire qu'elle vit au-dessus de ses moyens ?

La Lettre du Cadre Territorial  
15/04/2006

## **Interco : La fin de l'exception francilienne ?**

La plupart des maires aujourd'hui prônent la constitution d'une communauté d'agglomération

La Gazette des Communes  
17/04/2006

## **Une circulaire sur l'aide technique des DDE aux communes**

Une circulaire du 20 février 2006 expose les modalités de l'aide technique que les services de l'Etat peuvent apporter aux communes. Cette aide s'adresse aux communes qui n'ont pas les moyens leur permettant l'exercice de leurs compétences, notamment en matière de voirie. La circulaire expose les modalités d'intervention de l'Etat dans le cadre, de plus en plus fréquent, de l'intercommunalité.

Le Moniteur  
21/04/2006

## **Intercommunalité : les DGS prennent position sur une éventuelle réforme**

L'intercommunalité connaît aujourd'hui une crise de croissance et a fait l'objet de plusieurs rapports souvent critiques. Le gouvernement a avancé trois pistes pour une éventuelle réforme législative.

La Gazette des Communes  
24/04/2006

## **Brice Hortefeux esquisse des pistes de réforme**

Election des délégués, modalités de retrait des communes, relations financières intracommunautaires : la balle est dans le camp des élus locaux.

Le Courrier des Maires  
30/04/2006

 **EPCI : un transfert sous conditions**

TA Orléans, 9 février 2006, M. Cribier, n° 0301114.

Les Cahiers Juridiques des Collectivités Territoriales et des Associations

30/04/2006



## **Information des élus**

Le contenu du rapport d'activité des sociétés d'économie mixte n'est pas réglementé, mais il doit contenir des informations sur les résultats de la société.

La Gazette des Communes

24/04/2006

## **La SEM du Pas-de-Calais vise 70 millions d'euros d'investissements en 2007**

Le projet Opalopolis à Etaples se compose d'un parc d'activité haute technologie, de bureaux, commerces et logements dans un site paysager avec golf et lac artificiel.

Le Moniteur

28/04/2006

# ASSOCIATIONS

## **Les statuts de la liberté**

Les fondateurs d'une association bénéficient, à quelques exceptions près, d'une grande liberté de rédaction des statuts. Pourtant, peu en profitent, préférant les statuts proposés par les préfectures ou recopier ceux d'une autre association.

Juris Associations  
01/04/2006

## **Modèle de statuts à destination de petites associations**

La notion de statuts types est contraire à la liberté d'association et à un bon fonctionnement de l'organisme. La rédaction de juris-associations a quand même choisi de proposer un modèle simple et fonctionnel à destination des petites et moyennes associations. Celui-ci doit surtout constituer le support d'une réflexion sur le fonctionnement de l'association et ne doit pas être adopté en l'état, sans cette démarche préalable fondamentale.

Juris Associations  
01/04/2006

## **Le régime des petites associations exerçant une activité lucrative**

Associations sportives, culturelles, organismes de formation présentant un caractère concurrentiel et/ou dont la gestion n'est pas strictement bénévole et désintéressée, etc. Nombreuses sont, parmi ces associations, celles qui cultivent cette idée reçue selon laquelle elles sont à l'abri de tout risque fiscal au motif que leur chiffre d'affaires est inférieur à 60 000 €. Or, il n'en est rien.

Juris Associations  
01/04/2006

## **Le secteur social et médico-social relève le défi de l'emploi**

Dix ans, au moins, que le secteur social et médico-social se structure. L'objectif ? La professionnalisation des acteurs au contact des publics fragiles. Une professionnalisation basée sur une politique de formation adaptée aux réalités de l'activité professionnelle et capable de répondre aux besoins de qualification et d'emploi. Une ambition comme un gage de qualité des prestations offertes aux usagers.

Juris Associations  
01/04/2006

## **L'Expertise associative à la portée de tous**

Les dispositifs locaux d'accompagnement (DLA) ont aujourd'hui quatre ans et restent encore peu connus des associations. Ces appuis aux projets associatifs ne subventionnent pas directement les associations mais financent de l'accompagnement. Des interventions gratuites sur des problèmes concrets, mais qui peuvent amener l'association à réfléchir au-delà du problème immédiat.

Associations mode d'Emploi  
01/04/2006

## **Collectivités territoriales et subventions versées aux syndicats**

Rép. min. à QE, JOAN du 20 février 2006, page 1902.

La Lettre du Cadre Territorial  
01/04/2006

## **Le régime des petites associations exerçant une activité lucrative**

Associations sportives, culturelles, organismes de formation présentant un caractère concurrentiel et/ou dont la gestion n'est pas strictement bénévole et désintéressée, etc. Nombreuses sont, parmi ces associations, celles qui cultivent cette idée reçue selon laquelle elles sont à l'abri de tout risque fiscal au motif que leur chiffre d'affaires est inférieur à 60 000 €. Or, il n'en est rien.

Juris Associations  
01/04/2006

## **Les statuts de la liberté**

Les fondateurs d'une association bénéficient, à quelques exceptions près, d'une grande liberté de rédaction des statuts. Pourtant, peu en profitent, préférant les statuts proposés par les préfectures ou recopier ceux

d'une autre association. Or, l'intérêt d'user pleinement de la liberté qu'offre la loi du 1er juillet 1901 est de pouvoir adapter les statuts au fonctionnement réel de l'association. Conseils pratiques pour rédiger ces statuts, rappel des quelques contraintes légales ou réglementaires, règles d'interprétation, sens des mots et des silences...

Juris Associations

01/04/2006

#### **Modèle de statuts à destination de petites associations**

La notion de statuts types est contraire à la liberté d'association et à un bon fonctionnement de l'organisme. La rédaction de juris-associations a quand même choisi de proposer un modèle simple et fonctionnel à destination des petites et moyennes associations. Celui-ci doit surtout constituer le support d'une réflexion sur le fonctionnement de l'association et ne doit pas être adopté en l'état, sans cette démarche préalable fondamentale.

Juris Associations

01/04/2006

#### **CAC et obligations comptables dès 153 000 €**

Décret n° 2006-335 du 21 mars 2006, JO du 23, p. 4344.

Juris Associations

15/04/2006

#### **Les aides et subventions sur la sellette**

Décret n° 2006-206 du 22 février 2006, JO du 23, p. 2802

Juris Associations

15/04/2006

#### **Etablissements et services sociaux et médico-sociaux : de nouvelles mesures de tarification**

De nouvelles règles du jeu en matière de tarification. C'est l'un des objets de l'ordonnance dite de "simplification du droit en matière sociale". Au programme, notamment, des établissements et services sociaux et médico-sociaux : allègement des procédures de tarification, assouplissement du lien entre autorisation et financement, tarification pluriannuelle ou encore financement de l'amendement Creton.

Juris Associations

15/04/2006

#### **Vos revenus de patrimoine doivent être déclarés**

Les associations, même ayant une activité principale non lucrative, n'échappent parfois pas complètement à l'impôt sur les sociétés. Au titre de certains revenus issus de leur patrimoine (revenus fonciers/immobiliers, mobiliers, agricoles et forestier, etc.) les associations peuvent être assujetties à cet impôt, à un taux réduit cependant. C'est la raison pour laquelle elles sont dans l'obligation de remplir, avant l'échéance du 2 mai 2006, la déclaration n° 2070 dont on trouvera ici le mode d'emploi.

Juris Associations

15/04/2006

#### **Subventions : Contrôler leur utilisation et éviter les risques associés**

Les aides directes, et notamment les subventions, sont l'un des moyens d'intervention et de soutien privilégié des collectivités locales. Leur régime, encadré tant par le droit national que par le droit communautaire, doit être particulièrement suivi, puisqu'il peut être source, parfois involontaire, des délits de prise illégale d'intérêts et de gestion de fait, ou encore de requalification des conventions de subventionnement en marchés publics ou délégation de service public.

La Gazette des Communes

17/04/2006

#### **Les collectivités locales mouillent le maillot sans le faire savoir**

Les instances locales sont le premier sponsor de France. Elles ne communiquent pas assez sur leur participation.

La Tribune

26/04/2006

#### **La certification des comptes vivement conseillée !**

La demande en matière de transparence de gestion des associations se fait de plus en plus grande, tant de la part des adhérents que des pouvoirs publics. Si la désignation d'un commissaire aux comptes n'est pas toujours obligatoire, elle est souvent fortement recommandée.

Associations mode d'Emploi  
30/04/2006

 **Etes-vous assujettis aux impôts commerciaux ?**

Une association peut parfaitement avoir un but non lucratif et exercer des activités commerciales pour le financer. Mais dans ce cas, elle sera soumise aux impôts correspondants. La procédure à suivre pour déterminer à quels impôts votre association peut être assujettie est détaillée dans l'instruction fiscale de 1998 à laquelle se référeront les services fiscaux.

Associations mode d'Emploi  
30/04/2006

## DELEGATIONS

### **Neufchâteau a rompu le contrat qui la liait à Véolia**

La multinationale lui réclame 7,3 millions euros d'indemnités. Le maire est prêt à se battre jusqu'au bout...  
La Lettre du Cadre Territorial  
01/04/2006

### **Gîte rural : le service public du tanisme !**

CE, 25 janvier 2006, commune de la Souche, req. n° 284878.  
Les Cahiers Juridiques des Collectivités Territoriales et des Associations  
03/04/2006

### **Gaz de France peut être privatisé dans le respect de la Constitution**

Il se dit que la privatisation envisagée de Gaz de France se heurterait à un obstacle constitutionnel : elle serait interdite par les dispositions de l'alinéa 9 du préambule de la Constitution de 1946  
Les Echos  
04/04/2006

### **Le tramway niçois s'affranchit de sa ligne aérienne de contact**

Afin de préserver les sites touristiques, le tramway sera doté de batteries lui permettant de stocker l'énergie électrique à bord.  
La Gazette des Communes  
10/04/2006

### **Le concessionnaire est responsable des dommages**

Dans un arrêt de décembre dernier, le Juge a précisé les conditions dans lesquelles les dommages résultant de travaux publics, réalisés à l'occasion d'une concession, sont indemnisés.  
La Gazette des Communes  
10/04/2006

### **Les nécessités de l'ordre public ne sauraient justifier une atteinte excessive à l'égal accès des candidats à une délégation de service public**

Il appartient au ministre de l'Intérieur, dans la mise en œuvre de ses pouvoirs de police spéciale des jeux, de veiller à ce que les modalités d'instruction des demandes dont il est saisi n'aient pas pour effet de conduire à empêcher, restreindre ou fausser le jeu de la concurrence sur un marché, notamment en limitant de façon excessive l'accès à ce marché.  
AJDA  
10/04/2006

### **Paris : le complexe de la Croix Catelan suscite les appétits**

Le Conseil de Paris a adopté à l'unanimité, en juin 2004, un vœu demandant à ce que " toute attribution ou renouvellement d'une concession fasse l'objet d'un appel public"  
Les Echos  
18/04/2006

### **L'État et La Poste s'accordent sur les engagements de retraite**

À partir de 2008, La Poste devrait verser un dividende à l'État, équivalent pour cette année-là à 15 % de ses bénéfices de 2007. Pour régler la question des retraites de fonctionnaires, l'opérateur versera une " contribution employeur à caractère libératoire " dès cette année.  
La Tribune  
27/04/2006

### **Office de tourisme : choisir le bon mode de gestion**

Le Code du tourisme entré en vigueur le 1er janvier 2005 a modifié les règles applicables aux différents modes de gestion des offices de tourisme pour les collectivités et leurs EPCI. Il apparaît donc aujourd'hui nécessaire d'examiner plus précisément quelles sont ces modifications et les moyens dont disposent désormais les collectivités et leurs groupements afin d'assurer ce type de compétences en vue de créer un office de tourisme.

**✚ Requalification d'une délégation de service public en marché**

CAA Nantes 2 décembre 2005, Département de la Vendée, n° 04NTO1327.  
AJDA  
03/04/2006

**✚ De la validité des candidatures publiques aux marchés publics et délégation de service public**

Depuis que les prestations de service entre collectivités territoriales ou établissements publics sont soumises à des procédures de concurrence, de nombreuses questions se sont posées quant aux conditions de validité des offres présentées par ces personnes publiques. Le ministre de l'Intérieur a récemment encore eu l'occasion de rappeler quelles étaient ces conditions. Mais il est vrai, comme le fait remarquer indirectement la réponse ministérielle, que l'absence de dispositions textuelles en la matière entraîne une situation de dépendance au regard de la jurisprudence administrative rendue ces cinq dernières années. Rép. min. à QE n° 18191, JO Sénat 23 fév. 2006, p. 503  
Collectivités Territoriales (Lamy)  
30/04/2006

**✚ Les mécanismes de soutien de la production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables à l'épreuve des articles 87 et 88 du traité relatifs aux aides d'Etat**

Contrairement au mécanisme français de compensation des charges de service public de l'électricité, l'obligation d'achat d'électricité, instaurée par les pouvoirs publics pour soutenir la production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables, constitue une aide d'Etat au sens de l'article 87 au traité. A défaut d'avoir été notifié à la Commission européenne, ce mécanisme s'expose à être déclaré contraire aux stipulations du traité sur les aides d'Etat.  
AJDA  
03/04/2006

**✚ Assainissement non collectif : le parcours du combattant**

Depuis le 31 décembre 2003, les collectivités compétentes en assainissement auraient dû mettre en place un service d'assainissement non collectif chargé obligatoirement du contrôle des installations. Un bilan trois mois après.  
La Lettre du Cadre Territorial  
01/04/2006

### **10 Questions sur les agences régionales de l'hospitalisation**

L'Ordonnance n°96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée.  
L'Ordonnance n°2003-850 du 4 septembre 2003 portant simplification de l'organisation et du fonctionnement du système de santé ainsi que des procédures de création d'établissements ou de services sociaux ou médico-sociaux soumis à autorisation. Loi n° 2002-303 du 4 mars 2002 relative aux droits des malades et à la qualité du système de santé. Loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique. Loi n° 2004-810 du 13 août 2004 relative à l'assurance maladie. Loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales.

La Gazette - Santé Social

01/04/2006

### **Une proposition de loi pour relancer les établissements publics de coopération culturelle**

Le Sénat a adopté mardi 28 mars, en première lecture, la proposition de loi modifiant le code général des collectivités territoriales et la loi du 4 janvier 2002 relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle (sur cette loi, v. AJDA 2002, p. 430, comm. J.-M. Pontier).

AJDA

03/04/2006

### **Hôpital de Douai, l'expérience d'un partenariat public-privé...**

Un des premiers PPP hospitaliers français est l'extension de l'hôpital de Douai (43 000 habitants). L'insuffisance de soins publics dans cette région justifie la décision d'agrandissement de cet hôpital. L'appel d'offres classique s'est transformé en dialogue compétitif entre la direction de l'hôpital de Douai et les entreprises prêtes à tenter l'expérience.

Journal des Maires

15/04/2006

# MARCHES PUBLICS

## **Requalification d'une délégation de service public en marché**

CAA Nantes 2 décembre 2005, Département de la Vendée, n° 04NTO1327.  
AJDA  
03/04/2006

## **Ingénierie : Optimiser les relations avec les consultants**

La pertinence d'une mission de conseil dépend, en partie, de l'accueil et de l'accompagnement dont bénéficiera l'équipe de consultants auprès de la collectivité.  
La Gazette des Communes  
03/04/2006

## **Publicité adaptée : la fascination du pire**

Par un arrêt en date du 7 octobre 2005, n° 278732, région Nord-Pas-de-Calais, le Conseil d'État vient d'encadrer en matière de publicité, le libre choix de principe laissé aux collectivités locales.  
Les Cahiers Juridiques des Collectivités Territoriales et des Associations  
03/04/2006

## **Causes d'exclusion de la participation des candidats à un marché public : quelle liberté pour les Etats membres en droit communautaire ?**

Si les causes d'exclusion des candidats d'un marché public sont limitativement énumérées par les directives communautaires, leur application est laissée à l'appréciation des Etats membres sous réserve du respect des principes de transparence et d'égalité de traitement.  
AJDA  
03/04/2006

## **Marchés publics : l'obligation de dématérialisation des candidatures et des offres est illégale**

TA Lyon 2 mars 2006, Assoc. Lyonnaise de promotion et d'éducation sociale et autres, n° 0600801  
AJDA  
10/04/2006

## **L'essor des publications spécialisées**

Par une ordonnance du 14 mars 2006, le tribunal administratif de Montpellier a annulé une procédure négociée pour la passation d'un marché de travaux d'un montant de 3 millions d'euros, inférieur au seuil européen. La commune avait publié un avis, non pas dans un, mais dans deux journaux d'annonces légales: le "Midi Libre" et l'Indépendant. Le juge a considéré la publicité comme insuffisante. De cette importante décision, il résulte que la publicité ne doit pas être seulement légale au plan formel. Elle doit être également efficace. L'efficacité est consacrée comme obligation légale.  
Le Moniteur  
14/04/2006

## **Les marchés passés selon la procédure adaptée**

La procédure adaptée a été introduite en droit lors de la réforme du Code des marchés publics en 2004. Elle a pour but de simplifier les procédures d'achat pour certaines catégories de marchés, en se fondant sur les souplesses offertes par le droit communautaire.  
Journal des Maires  
15/04/2006

## **Non au relèvement du seuil de 4000 euros**

Rép. Min. JOAN du 21 mars 2006  
Le Moniteur  
21/04/2006


## **Pièces constitutives : des précautions s'imposent**

Tout rédacteur le sait, la réussite d'un marché dépend largement de la bonne élaboration des pièces constitutives. Pour mener à bien cette étape, qui est de plus en plus minutieuse et complexe, le respect de règles élémentaires devrait minimiser les risques de contentieux.

Le Moniteur  
21/04/2006

 **Absence de mandatement de l'avance forfaitaire**


Fiche question-réponse - Avril 2006 Ministère de L'économie, des Finances et de L'industrie  
Le Moniteur  
28/04/2006

 **Réforme des marchés publics : un nouveau texte**

Le Code des marchés publics. Le nouveau projet de décret confirme cependant la souplesse introduite dans le code de janvier 2004 qui reste jusqu'à présent en application.  
Maires de France  
30/04/2006

 **Le contrôle de l'organisation des mesures de publicité**

Tout marché public doit respecter les principes de la liberté d'accès à la commande publique, d'égalité de traitement des candidatures et de transparence des procédures posés à l'article 1er du Code des marchés publics.  
La Gazette des Communes  
03/04/2006

 **De la validité des candidatures publiques aux marchés publics et délégation de service public**

Depuis que les prestations de service entre collectivités territoriales ou établissements publics sont soumises à des procédures de concurrence, de nombreuses questions se sont posées quant aux conditions de validité des offres présentées par ces personnes publiques. Le ministre de l'Intérieur a récemment encore eu l'occasion de rappeler quelles étaient ces conditions. Mais il est vrai, comme le fait remarquer indirectement la réponse ministérielle, que l'absence de dispositions textuelles en la matière entraîne une situation de dépendance au regard de la jurisprudence administrative rendue ces cinq dernières années. Rép. min. à QE n° 18191, JO Sénat 23 fév. 2006, p. 503  
Collectivités Territoriales (Lamy)  
30/04/2006

# EVALUATION DE POLITIQUE PUBLIQUE

### **Presse municipale : quelle responsabilité du directeur de publication ?**

La mise en place et le suivi des outils de communication d'une collectivité soulèvent de nombreuses questions juridiques, qui sont de plus en plus l'objet de contentieux.

La Lettre du Cadre Territorial

01/04/2006

### **La communication financière des communes**

Longtemps réservée aux "grosses" collectivités territoriales ou à l'administration de l'Etat, ou considérée comme un gadget très coûteux sans réelle utilité, la communication Institutionnelle des collectivités territoriales, et singulièrement des communes, revêt aujourd'hui un caractère stratégique et démocratique évident, notamment en matière financière.

Le Courrier des Maires

30/04/2006

# DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE LOCAL

## **Exonération du paiement de la taxe de séjour**

Les salariés en déplacement professionnel ne sont plus exonérés du paiement de la taxe de séjour.  
La Gazette des Communes  
10/04/2006

## **Délais de paiement**

Réponse ministérielle du 11 avril 2006. Ministère du budget et réforme de l'Etat.  
Le Moniteur  
28/04/2006

## **Les mécanismes de soutien de la production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables à l'épreuve des articles 87 et 88 du traité relatifs aux aides d'Etat**

Contrairement au mécanisme français de compensation des charges de service public de l'électricité, l'obligation d'achat d'électricité, instaurée par les pouvoirs publics pour soutenir la production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables, constitue une aide d'Etat au sens de l'article 87 au traité. A défaut d'avoir été notifié à la Commission européenne, ce mécanisme s'expose à être déclaré contraire aux stipulations du traité sur les aides d'Etat.

AJDA  
03/04/2006

## **Management des opérations de recettes et de dépenses**

Les aides économiques : règles communautaires de concurrence  
La Lettre du Financier Territorial  
01/04/2006

## **Développement Eco : aménager en régie**

Peu de collectivités font le choix d'assumer directement leurs opérations d'aménagement. À la COMPA - communauté de communes du Pays d'Anceis - le service " développement économique " fait face.  
La Lettre du Cadre Territorial  
01/04/2006

## **Préemption et maintien d'activités économiques**

CE, 6 février 2006, n° 266821, commune de Lamotte-Beuvron.  
La Lettre du Cadre Territorial  
01/04/2006

## **Verbier, le domaine de l'économie libérale**

Le développement économique de la station suisse de sports d'hiver est davantage basé sur l'économie de marché que sur l'intervention de la commune. Bagnes. Les élus reconnaissent cependant quelques ratés.  
La Gazette des Communes  
03/04/2006

## **Aide publique au développement : à votre bon cœur...**

Il est demandé aux préfets de région et aux préfets de collecter au près des exécutifs des régions, des départements, des communes et des établissements publics de coopération intercommunales (EPCI) de plus de 10 000 habitants les données financières relatives à l'Aide publique au Développement (APD) qu'elles ont menées dans l'année 2005.  
La Quinzaine Juridique  
03/04/2006

## **Un Etat doit-il obligatoirement récupérer des aides irrégulièrement versées ?**

La Cour de justice des Communautés européennes tranchera la question de la récupération d'aides illégalement versées, faute de notification préalable à la Commission européenne, mais déclarées compatibles avec le marché commun par celle-ci.  
AJDA  
10/04/2006

### **La loi clarifie la réglementation des communes touristiques**

La modification du Code du tourisme votée par le Parlement clarifie les conditions de classement des stations et des communes touristiques.

Les Echos  
18/04/2006

### **A Caen, le pôle transactions électroniques sécurisées en ordre de marche**

Le pôle de compétitivité bas-normand transactions électroniques sécurisées affiche aujourd'hui 14 projets, estimés à 67 millions d'euros. Grands groupes et PME souhaitent veiller aux usages des nouvelles technologies. L'accent est également mis sur la formation, avec notamment la création d'un master international spécialisé en microélectronique.

Les Echos  
19/04/2006

### **Les pôles de compétitivité : les atouts français**

Le pôle à vocation mondiale place le territoire breton dans le peloton de tête des spécialistes des technologies numériques liées à l'image. Les divers protagonistes espèrent y attirer d'autres groupes susceptibles de parfaire son internationalisation et de densifier ses recherches compte tenu des potentialités d'avenir offertes par les nouveaux moyens de communication, notamment la télévision numérique terrestre.

Les Echos  
20/04/2006

### **Services départementaux d'incendie et de secours.**

Arrêté du 9 mars 2006, JO du 13 avril, p. 5538.

La Gazette des Communes  
24/04/2006

### **Paris rejoint le réseau mondial des " villes sœurs numériques "**

Accompagné à San Francisco par neuf PME du pôle de compétitivité francilien à vocation internationale Cap Digital, le maire de Paris et son homologue san-franciscain ont signé la semaine dernière le mémorandum sur les Digital Sister Cities, un accord de collaboration et d'échange destiné à soutenir et promouvoir le développement du tissu industriel numérique dans leurs collectivités respectives.

Les Echos  
25/04/2006

### **L'OCDE salue les pôles de compétitivité non sans réserves**

Dans son " Examen territorial de la France ", publié hier, l'organisation internationale appuie le virage pris en faveur d'une politique régionale " proactive " et non plus simplement redistributive.

Les Echos  
26/04/2006

### **Paris : les entreprises demandent à pouvoir mieux circuler**

Les entreprises jugent sévèrement les aménagements de voirie menés par la municipalité. Dans un sondage rendu public par la CCIP, plus de la moitié jugent leur impact économique négatif.

Les Echos  
27/04/2006

### **Exonération de taxe professionnelle en faveur des jeunes entreprises innovantes réalisant des projets de recherche et de développement et des entreprises situées dans les zones de recherche et de développement des pôles de compétitivité**

Instruction fiscale n° 6 E-4-06 Direction Générale des Impôts BOI n° du 14 avril 2006-NOR:BUDF0620423J

Le Moniteur  
28/04/2006

### **Les zones franches urbaines, un pari réussi ?**

Au 1er août prochain, cent zones franches urbaines existeront en France. La discrimination positive territoriale, au départ très critiquée, fait désormais partie du paysage économique. Les élus sont enthousiastes mais soulignent qu'un développement réussi s'accompagne d'une restructuration urbaine.

Le Courrier des Maires  
30/04/2006

 **Milieu relève le défi de "l'après-viaduc "**

Le plus haut viaduc du monde a bouleversé le cadre de vie des Millavois. Ceux-ci cherchent aujourd'hui à faire fructifier les nombreux atouts portés par cet ouvrage d'art exceptionnel.

Maires de France

30/04/2006

 **Coopérations européennes au service des projets de territoires**

Midi-Pyrénées est le chef de file d'une opération-cadre. Sept régions européennes s'unissent pour développer des initiatives.

La Gazette des Communes

17/04/2006

## AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

### **La ville nouvelle de L'Isle-d'Abeau s'efface pour intégrer " Nord-Isère "**

Cette instance, à laquelle sont invitées à adhérer 25 communes, doit voir le jour le 1er janvier 2007. Le syndicat de la ville nouvelle de L'Isle-d'Abeau vient enfin de voter son adhésion.

Les Echos  
20/04/2006

### **Services publics : l'Auvergne teste le guichet virtuel**

La région expérimente des Points Visio-Public qui permettent de rapprocher les services publics des habitants des territoires ruraux, éloignés des centres urbains. Soixante seront installés d'ici à 2008.

Les Echos  
21/04/2006

### **Niort veut devenir une base arrière logistique du port de La Rochelle**

La CCI des Deux-Sèvres parie sur le développement du trafic de conteneurs à La Pallice et souhaite inscrire son projet au futur contrat de plan Etat-région.

Les Echos  
25/04/2006

## **Taxe d'enlèvement des ordures ménagères**

Les bâtiments municipaux sont exonérés de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères dans certaines conditions.

La Gazette des Communes

17/04/2006

## **Assainissement non collectif : le parcours du combattant**

Depuis le 31 décembre 2003, les collectivités compétentes en assainissement auraient dû mettre en place un service d'assainissement non collectif chargé obligatoirement du contrôle des installations. Un bilan trois mois après.

La Lettre du Cadre Territorial

01/04/2006

## **Collecte sélective: les coûts varient de un à quatre**

Les 150 plus grosses agglomérations devraient engager une démarche d'optimisation.

La Gazette des Communes

10/04/2006

## **Déchets de la seine, qui va payer ?**

Le coût de l'opération de nettoyage représente un budget global de près de 2 millions d'euros

Journal des Maires

15/04/2006

## **L'éco-responsabilité**

La stratégie nationale Initiées par les entreprises, les démarches " qualité-environnement ", aujourd'hui, intéressent également les communes et les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI).

Journal des Maires

15/04/2006

## **Modalités de mise en œuvre des établissements publics territoriaux de bassin**

Les modalités de mise en œuvre des établissements publics territoriaux de bassin (EPTB) ont fait l'objet d'une circulaire du 9 janvier 2006 du ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire et de celui de l'Ecologie et du Développement durable (MEDD/SDMAGE/BPIGR/CCG)

Journal des Maires

15/04/2006

## **Mise aux normes, premier bilan**

Les nouvelles obligations réglementaires sont globalement bien respectées. De nombreux reports d'échéance ont été demandés pour les oxydes d'azote.

La Gazette des Communes

17/04/2006

## **Gestion des fonds de l'amiante**

Ce rapport d'information présente les conclusions de l'enquête commandée à la Cour des comptes, en novembre 2003, par la commission des Affaires sociales du Sénat, sur le thème de l'indemnisation des victimes de l'amiante.

Le Moniteur

21/04/2006

## **Une offre variée pour les petites communes**

L'accès à des traitements performants n'est plus seulement l'apanage des grandes villes. Cependant, l'on constate une préférence marquée pour les procédés rustiques, nécessitant peu d'entretien.

La Gazette des Communes

24/04/2006

**✚ *Internet haut débit, gestion de l'eau, traitement des déchets contrats de plan État-régions, quatre enjeux pour les territoires***

Rapport d'information fait au nom de la délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire par M. Emile Blessig

Le Moniteur  
26/04/2006

**✚ *Contenu des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux***

Arrêté du 17 mars 2006 Ministère de L'écologie et du Développement Durable JO du 15 avril 2006 - NOR: DEV00650136A

Le Moniteur  
28/04/2006

**✚ *Comment élaborer une politique énergie***

En matière d'énergie, les communes sont tout à la fois, consommatrices d'énergie (transports, bâtiments publics...), productrices et distributrices (traitement des déchets, réseaux de chaleur et de distribution), aménageuses (infrastructures...), incitatrices (sensibilisation, communication).

Maires de France  
30/04/2006

**✚ *Nantes Métropole publie un projet communautaire de l'énergie***

La communauté urbaine de Nantes élabore sa politique territoriale de l'énergie, par étapes, depuis 2003. Elle révélera ses premières actions concrètes fin avril 2006

Maires de France  
30/04/2006

## DECENTRALISATION, DECONCENTRATION

### **Malaise des finances locales : l'opération vérité**

Malgré la série de réformes adoptées et engagées dans le domaine des finances locales, celles-ci connaissent une crise sans précédent. Dans une ambiance politique propice à la polémique, un constat s'impose : les charges locales augmentent et la recherche de ressources supplémentaires s'avère problématique.

Collectivités Territoriales Intercommunalité

30/04/2006

### **La mise en œuvre du transfert des routes nationales et des services des DDE**

Dans un contexte de très vives préoccupations financières des collectivités territoriales et d'inquiétudes des agents de l'équipement, il n'était pas évident que l'Etat réussisse le transfert des routes et des personnels des DDE. Mais le volontarisme de la mise en œuvre de cette réforme lui a largement permis de déjouer les résistances locales. Cette "nouvelle donne" routière implique d'importantes transformations des conseils généraux et un repositionnement des régions et des communes, dont la portée est plus incertaine.

AJDA

17/04/2006

# CONTROLE INTERNE

# CONTROLE PRIVE

# CONTROLE PUBLIC

## ***Le contrôle de l'organisation des mesures de publicité***

Tout marché public doit respecter les principes de la liberté d'accès à la commande publique, d'égalité de traitement des candidatures et de transparence des procédures posés à l'article 1er du Code des marchés publics.

La Gazette des Communes

03/04/2006

### **Coopérations européennes au service des projets de territoires**

Midi-Pyrénées est le chef de file d'une opération-cadre. Sept régions européennes s'unissent pour développer des initiatives.

La Gazette des Communes

17/04/2006

### **La notion européenne de service public**

Si le service public fait, en France, l'objet d'un régime juridique bien particulier, sa définition en droit européen est depuis quelques années sujette à discussion

Journal des Maires

15/04/2006

### **La gestion des crédits du Fonds social européen**

La Cour des comptes analyse, dans son rapport public annuel 2005 comme dans le rapport annuel de 1999 et 2003, la gestion des crédits du Fonds social européen (FSE), un des quatre fonds structurels européens

Journal des Maires

15/04/2006

### **Fonds structurels : La programmation 2007-2013 peut commencer**

Un nouveau cadre financier pour 2007-2013 a été défini. 308 milliards d'euros seront consacrés à la nouvelle politique régionale. La France perdra 20% de ses dotations pour la nouvelle période budgétaire.

La Gazette des Communes

17/04/2006

### **Le management public, un savoir-faire Scandinave**

La qualité des services rendus satisfait largement Danois et Suédois. Un exemple à suivre pour l'Etat français ?

Le Monde

25/04/2006

## **La valeur ajoutée des zones de protection**

La zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) couvre tout ou partie de la commune. Son objet: édicter des règles adaptées à chaque secteur. Sa mise en place dure trois ans, en moyenne.

La Gazette des Communes  
17/04/2006

## **Le champ d'application des règles protectrices du domaine public sera désormais limité aux seuls immeubles comportant des aménagements indispensables au service public**

Le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit en outre que l'Etat et les collectivités territoriales pourront disposer, à côté du régime des baux emphytéotiques administratifs, d'un dispositif adapté d'autorisations d'occupation constitutives de droits réels sur leur propre domaine.

Bulletin Quotidien  
20/04/2006

## **Faire appel à l'expertise des CAUE**

87 départements sont dotés d'un conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE). Des collectivités utilisent leurs services pour se faire conseiller et sensibiliser le public à l'urbanisme et au patrimoine.

La Gazette des Communes  
24/04/2006

## **La France se dote d'un nouveau Code de la propriété des personnes publiques**

Avec l'ordonnance du 21 avril 2006, la France se dote pour la première fois dans l'histoire d'un vrai Code de la propriété des personnes publiques. Ce code s'inscrit dans le cadre plus vaste de la réforme de l'Etat et de la mise en œuvre d'une véritable politique immobilière de la puissance publique. Se substituant au Code du domaine de l'Etat, l'ordonnance assouplit les règles protectrices du domaine public.

Le Moniteur  
28/04/2006

## **Des administrations locataires : principes et enjeux de la nouvelle gestion du domaine immobilier public**

La décision du Conseil des ministres du 22 février 2006 transférant le patrimoine immobilier de l'Etat à l'opérateur public France Domaine et mettant en place, à compter du 1er janvier 2007, un mécanisme de paiement de loyers de la part des administrations centrales, marque une étape déterminante dans la réorganisation de la gestion immobilière publique. Le mécanisme, appelé à être généralisé aux services déconcentrés de l'Etat et aux établissements publics, ne peut désintéresser les collectivités territoriales, et ce d'autant qu'il s'insère dans une réforme de fond du management public commune à l'ensemble des pays de l'OCDE.

Collectivités Territoriales (Lamy)  
30/04/2006

## **50 questions sur l'assurance dommages aux biens des collectivités**

Incendies, violences urbaines, vols, vandalisme, tempêtes, catastrophes naturelles sont autant d'événements destructeurs du patrimoine des collectivités locales qui conduisent leurs élus et les services à s'interroger sur le fonctionnement de leurs contrats dommages aux biens.

Le Courrier des Maires  
30/04/2006

# RESPONSABILITES CIVILE ET PENALE

## **50 questions sur l'assurance dommages aux biens des collectivités**

Incendies, violences urbaines, vols, vandalisme, tempêtes, catastrophes naturelles sont autant d'événements destructeurs du patrimoine des collectivités locales qui conduisent leurs élus et les services à s'interroger sur le fonctionnement de leurs contrats dommages aux biens.

Le Courrier des Maires

30/04/2006

## **Le bilan positif de la loi Fauchon**

Cinq ans après son adoption, le 10 juillet 2000, élus et magistrats dressent globalement un bilan positif de la loi tendant à préciser la définition des délits non intentionnels. LAMF demande cependant quelques ajustements, notamment pour éviter le dépôt de plaintes trop fréquent contre les maires.

Le Courrier des Maires

30/04/2006

## **Agents territoriaux : Comment bien les assurer ?**

Maladies, accidents du travail, faute de service, agressions..., les élus locaux doivent couvrir les risques susceptibles d'affecter les agents territoriaux. L'enjeu est autant humain que financier, dans un contexte qui se dégrade.

Le Courrier des Maires

30/04/2006

## **Réduire les risques : priorité à la prévention**

Centres de gestion, préventeurs des grandes villes et assureurs l'affirment : la prévention des risques doit faire partie intégrante du management des services. Au maire-employeur de veiller à ce que le bien-être au travail en soit le principe directeur.

Le Courrier des Maires

30/04/2006

## **Six conseils pour bien assurer vos agents**

Mieux vaut choisir un contrat dans lequel la garantie de protection juridique est acquise de plein droit, sans préjuger du caractère personnel de la faute commise par l'agent.

Le Courrier des Maires

30/04/2006

## URBANISME

### **Les maires attendent plus de la gestion des aides à la pierre**

Quelque soixante-dix agglomérations et seize départements distribuent les aides de l'Etat. Cette délégation de pouvoir tend à stimuler la production de logements, mais les élus restent sur leur faim.

Les Echos

01/04/2006

### **Va-t-on vers la suppression de l'habitat social ?**

Les députés auront prochainement à se prononcer sur l'avenir du parc HLM

Le Monde

20/04/2006

# CORRUPTION

## INFORMATIONS JURIDIQUES DIVERS

 **Convention collective applicable aux groupements d'employeurs composés d'adhérents de droit privé et de collectivités territoriales**

Décret N° 2006-409 du 6 avril 2006 Ministère de L'agriculture et de la Pêche JO du 7 avril 2006 - NOR: AGRF0600573D

Le Moniteur

21/04/2006

# COMPTES DE CAMPAGNE

## **Municipales : comment les gagner ?**

Si les élus municipaux se sentent actuellement les oubliés de l'actualité, les médias se focalisant sur la présidentielle et reléguant un scrutin municipal, déjà reporté d'un an, aux oubliettes... il est urgent qu'ils s'affranchissent de leur microcosme et de leur environnement immédiat pour se faire une opinion sur l'état de leur électoral

La Lettre du Cadre Territorial

01/04/2006